Bibliothèque anarchiste

Le Réveil clandestin
Communauté professionnelle
octobre 1940

extrait le 28 octobre 2026 d'*Archives autonomies*, tiré du n°1 du *Réveil clandestin*

bibliotheque-anarchiste.com

Communauté professionnelle

Le Réveil clandestin

octobre 1940

Le Syndicat des Maçons et Manœuvres de Genève (Section de la Fédération des ouvriers du bois et du bâtiment) vient de publier sur ce sujet un tract que nous nous empressons de reproduire. Il expose les raisons essentielles qui doivent dresser tous les syndiqués contre la Communauté professionnelle.

S'il est un triste spectacle, c'est de voir le syndicalisme et le socialisme, à un moment où leurs affirmations et prévisions se vérifient, accepter d'endosser la responsabilité de maux qu'ils ont été les premiers à dénoncer sinon à combattre avec toute l'énergie nécessaire. C'est ainsi que nous les voyons abandonner leur principe de lutte et de suppression des classes pour se rallier à celui de communauté professionnelle.

Etrange communauté que celle où les moyens de production restent entièrement aux mains du patronat et où la masse ouvrière travaille pour le compte de ce patronat et non de la communauté !

Toute réforme économique qui ne pose pas avant tout le problème de la propriété n'est qu'une duperie. Il n'y a pas longtemps que les cercles dirigeants syndicaux et socialistes nous proposaient des plans, des réformes de structure, des programmes constructifs. Aujourd'hui que de toutes parts nous entendons affirmer la nécessité d'une profonde transformation économique, leurs auteurs n'en parlent plus pour nous proposer, sous la pression des éléments cléricaux et frontistes, la communauté professionnelle ne différant guère de la corporation fasciste. Ce n'est évidemment pas la solution mais l'escamotage de la transformation économique promise.

Le syndicalisme, d'abord combattu et persécuté, ayant réussi à se constituer, se maintenir et se développer, ceux-là mêmes qui l'avaient honni cherchent maintenant à s'en emparer pour en faire un élément de leur domination. C'est là, d'ailleurs, l'histoire de toutes les doctrines et institutions. Aux persécutés de la première heure succèdent, avec le succès, les profiteurs.

Examinons froidement la question. Que doit se proposer le syndicalisme même réformiste ? La diminution de l'ex-

ploitation patronale. Or, la communauté professionnelle en échange de la garantie du salaire ouvrier garantit aussi le profit patronal. Le mitron dont le patron baisserait le prix officiel du pain devrait faire grève ! Cela s'est vu avec la maison Atar à Genève, dont le personnel fit une grève de plusieurs semaines, parce qu'elle avait fait un rabais sur un travail d'abord soumis à une autre maison. Maintien et augmentation même de l'exploitation patronale ! La reconnaissance occasionnelle de cette exploitation devient définitive.

Parler de communauté sans propriété ou possession commune est une contradiction en termes. Cela établit aussi une double morale. Il est condamnable chez l'ouvrier d'exiger le produit intégral de son travail ; il est par contre naturel chez le patron de prélever une part du fruit du travail d'autrui. Nous dire qu'il le fait au profit de la communauté toute entière est faux, car le versement ne va pas à une caisse commune, mais privée.

Il n'est pas de progrès sans toucher à la propriété. De quoi s'agit-il en somme sinon de diminuer les privations de déshérités, et comment le faire autrement qu'en mettant de plus en plus à la disposition de tous ce qui appartient exclusivement à quelques-uns ? Nous devons chercher à élever tout le monde à une commune aisance, et non seulement à équilibrer la pauvreté par des allocations familiales et autres charités.

Le Travail cessant de revendiquer en plein la possession de ses instruments ! peut-on imaginer un plus misérable désistement ? Et puis n'a-t-on pas dit et prouvé qu'à l'origine des impérialismes, et des guerres qui en découlent, il y a l'exploitation et l'asservissement de l'homme par l'homme ? Et nous donnerions d'avance notre adhésion à un régime qui se propose de les maintenir ? Ceux qui manifestaient tant d'horreur pour la « guerre sociale » (quelques grèves ou manifestations de la rue), n'invoquaient, avec des trémolos dans la voix, la paix sociale que pour mieux déclencher la guerre internationale ! N'oublions pas que le fameux ordre nouveau, avec corporation ou communauté professionnelle comprise, est voulu surtout comme conséquence

du triomphe de l’autocratie dans le monde, d’une lâche soumission à la pire servitude. Non, nous ne voulons pas de la communauté professionnelle !